

Ministère  
de la Justice

# Statistiques annuelles de milieu ouvert

Au 31 décembre 2022

Secrétariat général  
Sous-direction des statistiques et des études  
Service statistique ministériel de la justice



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Périmètre et définition

Dans les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO), seules les personnes majeures sont comptabilisées. Le périmètre géographique retenu est celui de la France entière, à l'exclusion des collectivités et territoires d'Outre mer.

Une **personne** est considérée comme **placée sous main de justice en milieu ouvert** (PPSMJ), lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

## Les services de suivi :

Les services de l'application des peines (SAP) sont chargés de fixer les principales modalités de l'exécution des peines privatives de liberté ou de certaines peines restrictives de liberté en orientant et en contrôlant les conditions de leur application. Les SPIP assurent le contrôle et le suivi des PPSMJ, libres ou détenues.

Dans cette publication, les mesures comptabilisées sont celles suivies par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP). Celles assurées uniquement par les SAP (par exemple le Jours-amende) ou par le milieu associatif (comme certaines mesures de travail d'intérêt général) ne sont pas prises en compte.

## Les mesures de milieu ouvert :

Les mesures de milieu ouvert prises en compte dans les SAMO sont les suivantes :

- les **mesures présentencielles**. Elles comprennent le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).
- les **mesures post-sentencielles**. Elles comprennent le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) ou en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation**. Elles comprennent le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Les mesures décidées dans le cadre d'une alternative aux poursuites sont exclues des SAMO en raison d'une couverture partielle du suivi de ces mesures de la part des services de probation. Ces décisions sont toutefois prises en compte dans les STMO.

## Les catégories pénales :

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales suivantes :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

## Infraction principale :

L'infraction principale, au sens statistique, est déterminée à partir d'un ensemble de règles de priorisation portant notamment sur la qualification de l'infraction (un crime prime sur un délit, qui prime sur une contravention), sur l'encouru de l'infraction, sur l'état de récidive légale et sur la nature d'affaire (Nataff) déduite de la nature d'infraction (Natinf).

## La durée de suivi des mesures :

La durée de suivi correspond au délai entre la première prise en charge de la mesure par un SPIP et la fin de cette mesure. Elle est calculée pour les mesures terminées pendant la période.

# Révisions et qualité des indicateurs

## Politique de révisions

Lors de la diffusion des SAMO au mois de juillet de l'année N+1, les données de l'année N sont semi-définitives et les données de l'année N-1 deviennent définitives. Les données de l'année N-2 sont donc définitives lors de la diffusion de juillet de l'année N.

Outre des retards de saisie, les révisions peuvent aussi être dues à des évolutions dans les traitements effectués par la Sous-direction de la statistique et des études (SDSE). Dans ce cas, ces évolutions sont « rétopolées », c'est-à-dire qu'elles sont appliquées rétroactivement sur l'ensemble des données disponibles, et de façon à éviter les ruptures de séries. La mention « définitifs révisés » (r) désigne les indicateurs, précédemment définitifs, ainsi recalculés.

## Avertissements

Octobre 2021 :

Les mesures d'ajournement, ajournement aux fins d'investigation, ajournement avec injonction et ajournement avec mise à l'épreuve, ont été agrégées car les effectifs de ces mesures sont faibles, et elles ont été reportées dans la catégorie post-sentencielle car les personnes restent condamnées malgré l'ajournement de leurs mesures. L'assignation à résidence sous surveillance électronique et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ont également été fusionnées en raison des faibles effectifs de la seconde mesure.

Des évolutions dans le processus de production ont induit des révisions mineures sur les séries, y compris aux périodes considérées comme définitives.

Juillet 2021 :

Les données ont été « rétopolées » depuis 2016 en raison de modifications apportées au traitement statistique, notamment afin de mettre en avant les obligations de TIG décidées dans le cadre d'une autre peine (contrainte pénale, sursis probatoire et peine de détention à domicile sous surveillance électronique). Une mise à jour des données relatives aux nationalités des personnes a également été réalisée, en particulier suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les personnes de nationalité britannique sont désormais comptabilisées dans le « reste de l'Europe » pour toutes les périodes.

Janvier 2021 :

Les données ont été « rétopolées » depuis 2016 en raison de changements apportés au processus de production des données « personnes » dans APPI.

# Glossaire des mesures et abréviations

Abréviation	Nom complet
-------------	-------------

## Mesures présentencielles

ARSE	Assignment à résidence sous surveillance électronique
ARSEM	Assignment à résidence sous surveillance électronique mobile
Contrôle judiciaire	Contrôle judiciaire

## Mesures post sentencielles

Ajournement	Ajournement aux fins d'investigations, avec injonction, et avec mise à l'épreuve
Contrainte pénale	Contrainte pénale
DDSE	Détention à domicile sous surveillance électronique (peine)
Interdiction de séjour	Interdiction de séjour
Libération conditionnelle (AP)	Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine
LSC sous Libération conditionnelle	Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle
SME	Sursis avec mise à l'épreuve
Sursis probatoire	Sursis probatoire
Suspension (raison médicale)	Suspension de peine pour raison médicale
Stage	Peine et obligation de stage
Sursis-TIG	Sursis total assorti d'une obligation d'accomplir travail d'intérêt général
TIG	Travail d'intérêt général
Obligation de TIG	Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général

## Mesures de sûreté suite à une condamnation

PSEM	Placement sous surveillance électronique mobile
Surveillance judiciaire	Surveillance judiciaire
Suivi socio-judiciaire	Suivi socio-judiciaire

## Autres abréviations

CPIP	Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation
JAP	Juge de l'application des peines
PPSMJ	Personne placée sous main de justice
SAP	Service de l'application des peines
SPIP	Service pénitentiaire d'insertion et de probation

# Sommaire

Tableau	Intitulé
---------	----------

## Mesures suivies

Tableau 1	Mesures suivies en milieu ouvert
Tableau 2	Mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 3	Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 4	Mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale
Tableau 5	Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale

## Population suivie

Tableau 6	Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe
Tableau 7	Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert
Tableau 8	Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 9	Domiciliation des condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative

## Nouvelles mesures et nouvelles personnes suivies

Tableau 10	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert
Tableau 11	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale
Tableau 12	Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale
Tableau 13	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe
Tableau 14	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile
Tableau 15	Nouveaux condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile

## Durée de suivi des mesures

Tableau 16	Durée de suivi des mesures
Tableau 17	Durée de suivi, par mesure
Tableau 18	Durée de suivi, par région administrative
Tableau 19	Durée de suivi, par type d'infraction principale

# Mesures suivies

Au 31 décembre 2022

**Tableau 1 : Mesures suivies en milieu ouvert**

		31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (sd)
Mesures présentencielles	ARSE/ARSEM	286	324	321	338	392	480	539
	Contrôle judiciaire	3 384	3 645	4 129	4 654	5 232	5 598	6 223
	<b>Total</b>	<b>3 670</b>	<b>3 969</b>	<b>4 450</b>	<b>4 992</b>	<b>5 624</b>	<b>6 078</b>	<b>6 762</b>
Mesures post-sentencielles	Ajournement	139	98	87	79	42	34	24
	Contrainte pénale	1 796	2 508	2 683	1 882	905	294	70
	DDSE	so	so	so	so	887	1 359	1 283
	Interdiction de séjour	784	1 022	1 243	1 647	2 056	2 178	2 377
	Libération conditionnelle (AP)	5 398	4 830	4 643	4 563	4 766	4 131	3 574
	LSC sous libération conditionnelle	183	191	176	486	566	419	490
	SME	120 379	120 386	120 088	121 911	88 391	35 259	10 861
	Sursis probatoire	so	so	so	so	33 862	103 438	138 317
	Suspension (raison médicale)	186	178	162	174	166	154	134
	Stage	74	81	120	260	919	2 301	2 283
	Sursis TIG	21 685	21 594	21 303	20 994	11 193	1 250	315
	TIG	16 246	15 047	14 465	14 312	16 999	21 474	18 774
	Obligation de TIG	19	23	38	14	1 514	4 614	4 581
<b>Total</b>	<b>166 889</b>	<b>165 958</b>	<b>165 008</b>	<b>166 322</b>	<b>162 266</b>	<b>176 905</b>	<b>183 083</b>	
Mesures de sûreté suite à une condamnation	PSEM	39	34	29	30	28	36	38
	Surveillance judiciaire	339	289	283	250	264	270	248
	Suivi socio-judiciaire	6 052	6 406	6 796	7 119	7 320	7 636	7 619
<b>Total</b>	<b>6 430</b>	<b>6 729</b>	<b>7 108</b>	<b>7 399</b>	<b>7 612</b>	<b>7 942</b>	<b>7 905</b>	
<b>Total</b>	<b>176 989</b>	<b>176 656</b>	<b>176 566</b>	<b>178 713</b>	<b>175 502</b>	<b>190 925</b>	<b>197 750</b>	

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

so : sans objet

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ; ARSEM : Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) ; Ajournement : Ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ; DDSE : Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ; Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ; LSC sous libération conditionnelle : Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ; SME : Sursis avec mise à l'épreuve ; Suspension (raison médicale) : Suspension de peine pour raison médicale ; Stage : Peine et obligation de stage ; Sursis TIG : Sursis total assorti d'un travail d'intérêt général ; TIG : Travail d'intérêt général (peine) ; Obligation de TIG : Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ; PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile.

**Tableau 2 : Mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative**

	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	21 005	21 361	20 984	21 182	20 610	21 924	22 740
Bourgogne-Franche-Comté	8 944	9 459	9 419	9 333	8 892	9 100	9 614
Bretagne	7 411	7 657	7 744	8 095	8 157	8 630	8 593
Centre-Val de Loire	6 777	6 901	6 973	7 013	6 902	8 081	8 143
Corse	1 071	1 078	998	916	897	875	981
Grand Est	16 172	16 064	15 495	15 569	15 609	16 948	16 952
Guadeloupe	972	909	1 049	1 037	1 181	1 387	1 571
Guyane	523	566	642	824	936	800	797
Hauts-de-France	20 342	19 795	19 458	19 292	18 333	20 116	20 395
Île-de-France	25 600	25 412	26 216	26 531	25 560	29 021	30 112
La Réunion	2 393	2 553	2 675	2 699	2 523	2 695	3 093
Martinique	898	913	980	1 196	1 032	993	1 062
Mayotte	310	272	255	316	309	352	370
Normandie	10 006	10 071	10 505	10 240	9 997	10 087	10 489
Nouvelle-Aquitaine	16 268	15 927	15 782	16 208	16 056	17 724	18 274
Occitanie	16 445	15 770	15 772	16 136	16 118	18 136	19 691
Pays de la Loire	9 464	9 498	9 196	9 108	9 166	9 772	10 105
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 388	12 450	12 423	13 018	13 224	14 284	14 768
<b>France entière</b>	<b>176 989</b>	<b>176 656</b>	<b>176 566</b>	<b>178 713</b>	<b>175 502</b>	<b>190 925</b>	<b>197 750</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI



**Tableau 3 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par région administrative**

	Ensemble des mesures							Au 31 décembre 2022		
	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)
Auvergne-Rhône-Alpes	19 533	19 772	19 322	19 396	18 682	19 919	20 753	16 358	1 765	416
Bourgogne-Franche-Comté	8 364	8 816	8 778	8 649	8 142	8 319	8 677	6 436	948	113
Bretagne	7 068	7 276	7 332	7 687	7 718	8 179	8 155	6 491	585	110
Centre-Val de Loire	6 490	6 618	6 655	6 671	6 555	7 694	7 676	5 474	779	90
Corse	1 003	1 009	928	858	816	800	882	735	42	47
Grand Est	15 141	15 024	14 334	14 288	14 088	15 155	15 059	11 604	1 611	212
Guadeloupe	888	841	977	974	1 113	1 319	1 501	1 127	172	37
Guyane	494	529	592	768	859	736	743	456	76	61
Hauts-de-France	19 419	18 840	18 455	18 277	17 303	19 098	19 340	14 724	2 073	193
Île-de-France	24 402	24 106	24 710	24 820	23 842	27 094	27 960	20 207	3 379	815
La Réunion	2 278	2 444	2 550	2 572	2 378	2 546	2 931	2 271	315	NC
Martinique	770	804	892	1 077	904	881	974	705	96	39
Mayotte	245	202	186	251	244	310	340	226	54	<5
Normandie	9 422	9 424	9 787	9 492	9 173	9 269	9 622	7 479	928	95
Nouvelle-Aquitaine	15 343	14 930	14 735	15 128	14 922	16 587	17 102	13 048	2 008	225
Occitanie	15 416	14 678	14 545	14 776	14 723	16 584	18 093	13 457	1 908	418
Pays de la Loire	8 976	8 948	8 640	8 513	8 546	9 165	9 559	7 520	815	117
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 637	11 697	11 590	12 125	12 258	13 250	13 716	9 999	1 220	561
<b>France entière</b>	<b>166 889</b>	<b>165 958</b>	<b>165 008</b>	<b>166 322</b>	<b>162 266</b>	<b>176 905</b>	<b>183 083</b>	<b>138 317</b>	<b>18 774</b>	<b>3 574</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

**Tableau 4 : Mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (sd)
Atteinte à la personne humaine	58 984	59 332	60 451	63 557	69 955	72 958	79 568
Atteinte aux biens	36 482	34 228	32 459	31 555	30 979	27 256	25 497
Circulation et transport	44 434	45 995	47 389	47 479	37 657	34 665	35 013
Atteinte à l'autorité de l'État	7 171	7 264	7 316	7 616	8 246	8 202	8 182
Infraction à la santé publique	21 520	21 422	21 035	20 628	20 355	18 478	18 285
Atteinte économique, financière et sociale	2 459	2 374	2 339	2 190	1 965	1 948	2 062
Atteinte à l'environnement	85	99	114	101	97	121	113
Non renseigné	5 854	5 942	5 463	5 587	6 248	27 297	29 030
<b>Total</b>	<b>176 989</b>	<b>176 656</b>	<b>176 566</b>	<b>178 713</b>	<b>175 502</b>	<b>190 925</b>	<b>197 750</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

**Tableau 5 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	Ensemble des mesures							Au 31 décembre 2022		
	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)
Atteinte à la personne humaine	52 297	52 360	52 907	55 500	61 266	63 983	70 249	58 757	3 805	1 153
Atteinte aux biens	35 709	33 357	31 516	30 465	29 816	26 097	24 366	13 952	5 364	755
Circulation et transport	44 378	45 913	47 290	47 365	37 600	34 599	34 932	27 209	4 888	175
Atteinte à l'autorité de l'État	6 955	6 963	6 951	7 235	7 816	7 715	7 635	4 160	2 257	252
Infraction à la santé publique	20 975	20 846	20 429	20 053	19 705	17 808	17 542	11 952	2 055	578
Atteinte économique, financière et sociale	2 394	2 304	2 263	2 090	1 860	1 833	1 940	1 345	236	NC
Atteinte à l'environnement	82	96	109	99	94	119	111	77	24	<5
Non renseigné	4 099	4 119	3 543	3 515	4 109	24 751	26 308	20 865	145	537
<b>Total</b>	<b>166 889</b>	<b>165 958</b>	<b>165 008</b>	<b>166 322</b>	<b>162 266</b>	<b>176 905</b>	<b>183 083</b>	<b>138 317</b>	<b>18 774</b>	<b>3 574</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

# Population suivie

Au 31 décembre 2022

**Tableau 6 : Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe**

		31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (sd)
Prévenus	Femmes	305	321	350	413	437	465	469
	Hommes	2 839	3 088	3 528	3 943	4 423	4 744	5 346
	<b>Total</b>	<b>3 144</b>	<b>3 409</b>	<b>3 878</b>	<b>4 356</b>	<b>4 860</b>	<b>5 209</b>	<b>5 815</b>
Condamnés	Femmes	11 393	11 483	11 458	11 448	10 292	11 007	11 443
	Hommes	137 074	136 695	136 108	137 637	133 656	143 116	148 547
	<b>Total</b>	<b>148 467</b>	<b>148 178</b>	<b>147 566</b>	<b>149 085</b>	<b>143 948</b>	<b>154 123</b>	<b>159 990</b>
Condamnés soumis à une mesure de sûreté	Femmes	121	148	153	151	166	179	192
	Hommes	5 532	5 813	6 167	6 361	6 524	6 822	6 777
	<b>Total</b>	<b>5 653</b>	<b>5 961</b>	<b>6 320</b>	<b>6 512</b>	<b>6 690</b>	<b>7 001</b>	<b>6 969</b>
Total	Femmes	11 819	11 952	11 961	12 012	10 895	11 651	12 104
	Hommes	145 445	145 596	145 803	147 941	144 603	154 682	160 670
	<b>Total</b>	<b>157 264</b>	<b>157 548</b>	<b>157 764</b>	<b>159 953</b>	<b>155 498</b>	<b>166 333</b>	<b>172 774</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

**Tableau 7 : Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert**

		31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (sd)
<b>Prévenus</b>	Âge médian (en année)	31,4	32,0	32,1	32,0	32,2	32,6	33,0
	Âge moyen (en année)	34,5	34,9	35,1	34,9	35,4	35,6	35,9
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	11,9%	12,4%	12,3%	12,6%	12,5%	13,3%	14,1%
	Proportion de femmes	9,7%	9,4%	9,0%	9,5%	9,0%	8,9%	8,1%
<b>Condamnés</b>	Âge médian (en année)	33,3	33,6	33,9	34,2	34,5	34,8	35,3
	Âge moyen (en année)	35,5	35,8	35,9	36,1	36,3	36,4	36,9
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	7,8%	8,0%	8,0%	8,1%	8,6%	9,2%	9,5%
	Proportion de femmes	7,7%	7,7%	7,8%	7,7%	7,1%	7,1%	7,2%
<b>Condamnés soumis à une mesure de sûreté</b>	Âge médian (en année)	47,6	47,7	47,7	48,0	48,3	48,5	48,8
	Âge moyen (en année)	47,6	47,5	47,5	47,9	48,3	48,2	48,5
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	4,5%	4,9%	4,5%	4,9%	5,0%	5,2%	5,4%
	Proportion de femmes	2,1%	2,5%	2,4%	2,3%	2,5%	2,6%	2,8%
<b>Ensemble</b>	Âge médian (en année)	33,6	34,0	34,2	34,5	34,9	35,1	35,7
	Âge moyen (en année)	35,9	36,2	36,4	36,5	36,8	36,9	37,3
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	7,7%	8,0%	8,0%	8,1%	8,5%	9,1%	9,5%
	Proportion de femmes	7,5%	7,6%	7,6%	7,5%	7,0%	7,0%	7,0%

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

PPSMJ : personne placée sous main de justice

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

**Tableau 8 : Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative**

	Nombre de PPSMJ							Au 31 décembre 2022			
	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (sd)	Âge médian (en année)	Âge moyen (en année)	Proportion de femmes	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère
Auvergne-Rhône-Alpes	18 412	18 770	18 607	18 811	18 121	19 113	20 021	35,5	37,2	7,3%	10,3%
Bourgogne-Franche-Comté	7 862	8 327	8 331	8 228	7 743	7 832	8 245	36,1	37,6	7,7%	5,8%
Bretagne	6 654	6 882	6 967	7 300	7 291	7 625	7 615	37,2	38,5	7,6%	5,6%
Centre-Val de Loire	5 974	6 093	6 164	6 219	6 014	6 810	6 956	35,3	37,2	7,1%	9,0%
Corse	970	978	911	828	808	817	921	39,8	41,2	6,8%	9,4%
Grand Est	14 518	14 463	14 031	14 142	13 960	14 928	15 042	36,4	37,7	7,6%	7,5%
Guadeloupe	888	836	954	952	1 101	1 242	1 419	35,1	37,8	4,9%	4,9%
Guyane	500	543	609	764	875	710	688	31,3	33,9	11,2%	24,3%
Hauts-de-France	17 918	17 611	17 294	17 188	16 076	17 330	17 671	35,6	37,0	6,6%	5,1%
Île-de-France	22 771	22 845	23 571	23 879	22 944	25 453	26 331	33,7	35,8	5,5%	19,6%
La Réunion	2 193	2 319	2 439	2 458	2 288	2 407	2 833	35,6	37,7	5,2%	1,0%
Martinique	842	848	897	1 085	947	911	969	35,7	38,5	5,1%	3,7%
Mayotte	285	248	242	299	291	335	331	30,6	32,5	3,6%	30,2%
Normandie	8 919	8 949	9 293	9 044	8 738	8 764	9 045	36,8	38,3	7,0%	4,5%
Nouvelle-Aquitaine	14 279	14 005	13 966	14 286	14 032	15 100	15 682	36,9	38,5	7,7%	7,2%
Occitanie	14 681	14 134	14 107	14 516	14 270	15 753	17 051	35,6	37,4	8,0%	9,0%
Pays de la Loire	8 228	8 263	8 020	8 020	7 962	8 434	8 720	36,0	37,4	6,8%	7,4%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 370	11 434	11 361	11 934	12 037	12 769	13 234	35,6	37,5	7,2%	10,5%
<b>France entière</b>	<b>157 264</b>	<b>157 548</b>	<b>157 764</b>	<b>159 953</b>	<b>155 498</b>	<b>166 333</b>	<b>172 774</b>	<b>35,7</b>	<b>37,3</b>	<b>7,0%</b>	<b>9,5%</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

PPSMJ : personne placée sous main de justice

**Tableau 9 : Domiciliation des condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative**

	Nombre de PPSMJ							Au 31 décembre 2022			
	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (sd)	Âge médian (en année)	Âge moyen (en année)	Proportion de femmes	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère
Auvergne-Rhône-Alpes	17 166	17 403	17 156	17 288	16 488	17 433	18 357	35,2	36,9	7,4%	10,4%
Bourgogne-Franche-Comté	7 363	7 777	7 778	7 637	7 076	7 170	7 450	35,8	37,2	7,9%	5,7%
Bretagne	6 345	6 542	6 610	6 940	6 900	7 228	7 241	36,9	38,2	7,6%	5,5%
Centre-Val de Loire	5 717	5 845	5 884	5 919	5 711	6 466	6 540	34,8	36,8	7,3%	9,1%
Corse	914	914	848	779	744	748	827	39,5	40,9	NC	NC
Grand Est	13 616	13 540	12 981	12 988	12 630	13 358	13 349	36,2	37,3	7,8%	7,3%
Guadeloupe	811	772	888	895	1 040	1 180	1 357	34,8	37,4	4,7%	4,8%
Guyane	473	509	562	713	802	649	637	31,2	33,7	NC	23,7%
Hauts-de-France	17 112	16 763	16 404	16 305	15 171	16 433	16 740	35,2	36,5	6,8%	5,2%
Île-de-France	21 734	21 708	22 251	22 373	21 429	23 768	24 438	33,4	35,4	5,5%	19,5%
La Réunion	2 085	2 221	2 325	2 346	2 159	2 273	2 681	35,0	37,2	NC	NC
Martinique	724	748	819	984	834	813	887	35,1	37,8	NC	3,5%
Mayotte	226	184	176	238	228	294	302	30,3	32,3	NC	NC
Normandie	8 405	8 376	8 669	8 383	8 026	8 049	8 301	36,3	37,5	7,3%	4,4%
Nouvelle-Aquitaine	13 490	13 158	13 052	13 346	13 049	14 124	14 685	36,4	37,9	8,0%	7,3%
Occitanie	13 782	13 166	13 017	13 315	13 063	14 398	15 664	35,3	36,9	8,2%	9,2%
Pays de la Loire	7 808	7 793	7 535	7 502	7 424	7 890	8 243	35,7	37,0	7,0%	7,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 696	10 759	10 611	11 134	11 174	11 849	12 291	35,5	37,1	7,3%	10,7%
<b>France entière</b>	<b>148 467</b>	<b>148 178</b>	<b>147 566</b>	<b>149 085</b>	<b>143 948</b>	<b>154 123</b>	<b>159 990</b>	<b>35,3</b>	<b>36,9</b>	<b>7,2%</b>	<b>9,5%</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

NC : non communiqué en raison du secret statistique

PPSMJ : personne placée sous main de justice

Les **condamnés** désignent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle.



# Nouvelles mesures et nouvelles personnes suivies

Au 31 décembre 2022

**Tableau 10 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert**

		2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)
<b>Mesures présentencielles</b>	ARSE/ARSEM	414	510	446	476	517	700	807
	Contrôle judiciaire	2 588	2 683	2 918	3 307	3 629	4 319	4 712
	<b>Total</b>	<b>3 002</b>	<b>3 193</b>	<b>3 364</b>	<b>3 783</b>	<b>4 146</b>	<b>5 019</b>	<b>5 519</b>
<b>Mesures post-sentencielles</b>	Ajournement	280	224	175	165	88	73	47
	Contrainte pénale	1 333	1 705	1 465	642	98	8	<5
	DDSE	so	so	so	so	1 338	3 232	2 965
	Interdiction de séjour	503	554	744	1 033	1 176	1 238	1 131
	Libération conditionnelle (AP)	6 416	5 750	5 826	5 925	7 955	5 358	4 835
	LSC sous libération conditionnelle	614	566	555	1 240	2 682	1 502	1 652
	SME	69 114	67 168	67 952	70 333	30 217	5 302	1 225
	Sursis probatoire	so	so	so	so	36 361	84 167	83 135
	Suspension (raison médicale)	95	98	98	104	106	109	88
	Stage	95	87	150	291	844	2 367	1 669
	Sursis TIG	17 546	16 831	16 325	16 055	4 242	202	NC
	TIG	15 961	14 401	13 594	13 868	14 068	20 653	16 776
	Obligation de TIG	22	23	37	15	1 618	4 381	3 156
<b>Total</b>	<b>111 979</b>	<b>107 407</b>	<b>106 921</b>	<b>109 671</b>	<b>100 793</b>	<b>128 592</b>	<b>116 725</b>	
<b>Mesures de sûreté suite à une condamnation</b>	PSEM	19	19	14	16	18	23	13
	Surveillance judiciaire	121	110	115	85	105	99	97
	Suivi socio-judiciaire	1 538	1 694	1 781	1 729	1 672	1 933	1 795
	<b>Total</b>	<b>1 678</b>	<b>1 823</b>	<b>1 910</b>	<b>1 830</b>	<b>1 795</b>	<b>2 055</b>	<b>1 905</b>
<b>Total</b>		<b>116 659</b>	<b>112 423</b>	<b>112 195</b>	<b>115 284</b>	<b>106 734</b>	<b>135 666</b>	<b>124 149</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

NC : non communiqué en raison du secret statistique

so : sans objet

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ; ARSEM : Assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) ; Ajournement : Ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ; DDSE : Détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ; Libération conditionnelle (AP) : Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ; LSC sous libération conditionnelle : Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ; SME : Sursis avec mise à l'épreuve ; Suspension (raison médicale) : Suspension de peine pour raison médicale ; Stage : Peine et obligation de stage ; Sursis TIG : Sursis total assorti d'un travail d'intérêt général ; TIG : Travail d'intérêt général (peine) ; Obligation de TIG : Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ; PSEM : Placement sous surveillance électronique mobile.

**Tableau 11 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)
Atteinte à la personne humaine	34 788	34 264	34 903	37 975	41 062	48 703	47 130
Atteinte aux biens	24 629	22 744	21 531	21 443	19 450	20 594	17 277
Circulation et transport	30 329	30 145	31 187	31 018	21 234	26 149	22 983
Atteinte à l'autorité de l'État	5 456	5 440	5 459	5 716	5 514	6 726	6 016
Infraction à la santé publique	14 429	13 849	13 551	13 585	12 710	13 926	11 772
Atteinte économique, financière et sociale	1 662	1 565	1 528	1 356	1 248	1 513	1 426
Atteinte à l'environnement	66	74	79	74	67	98	75
Non renseigné	5 300	4 342	3 957	4 117	5 449	17 957	17 470
<b>Total</b>	<b>116 659</b>	<b>112 423</b>	<b>112 195</b>	<b>115 284</b>	<b>106 734</b>	<b>135 666</b>	<b>124 149</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

**Tableau 12 : Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	Ensemble des mesures							2022		
	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)
Atteinte à la personne humaine	32 372	31 640	32 128	35 054	37 769	44 569	42 917	34 704	3 465	1 520
Atteinte aux biens	24 158	22 199	20 983	20 817	18 897	19 964	16 645	8 558	4 704	1 086
Circulation et transport	30 240	30 034	31 079	30 851	21 119	26 066	22 878	15 758	4 467	NC
Atteinte à l'autorité de l'État	5 294	5 233	5 245	5 509	5 277	6 445	5 697	2 523	2 045	375
Infraction à la santé publique	14 012	13 439	13 116	13 206	12 267	13 427	11 266	6 913	1 728	858
Atteinte économique, financière et sociale	1 624	1 525	1 481	1 291	1 203	1 450	1 359	780	222	166
Atteinte à l'environnement	64	73	77	74	66	98	75	36	24	<5
Non renseigné	4 215	3 264	2 812	2 869	4 195	16 573	15 888	13 863	121	480
<b>Total</b>	<b>111 979</b>	<b>107 407</b>	<b>106 921</b>	<b>109 671</b>	<b>100 793</b>	<b>128 592</b>	<b>116 725</b>	<b>83 135</b>	<b>16 776</b>	<b>4 835</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

**Tableau 13 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe**

		2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)
<b>Prévenus</b>	Femmes	170	186	187	219	194	236	241
	Hommes	1 717	1 848	2 044	2 193	2 342	2 860	3 097
	<b>Total</b>	<b>1 887</b>	<b>2 034</b>	<b>2 231</b>	<b>2 412</b>	<b>2 536</b>	<b>3 096</b>	<b>3 338</b>
<b>Condamnés</b>	Femmes	6 498	6 363	6 359	6 340	4 962	6 692	5 867
	Hommes	71 321	68 555	68 187	69 984	62 052	76 424	69 366
	<b>Total</b>	<b>77 819</b>	<b>74 918</b>	<b>74 546</b>	<b>76 324</b>	<b>67 014</b>	<b>83 116</b>	<b>75 233</b>
<b>Condamnés soumis à une mesure de sûreté</b>	Femmes	20	35	31	27	36	31	30
	Hommes	1 036	1 147	1 186	1 063	1 076	1 204	1 089
	<b>Total</b>	<b>1 056</b>	<b>1 182</b>	<b>1 217</b>	<b>1 090</b>	<b>1 112</b>	<b>1 235</b>	<b>1 119</b>
<b>Total</b>	Femmes	6 688	6 584	6 577	6 586	5 192	6 959	6 138
	Hommes	74 074	71 550	71 417	73 240	65 470	80 488	73 552
	<b>Total</b>	<b>80 762</b>	<b>78 134</b>	<b>77 994</b>	<b>79 826</b>	<b>70 662</b>	<b>87 447</b>	<b>79 690</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

**Tableau 14 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile**

	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	9 115	8 917	8 665	8 870	7 753	9 651	8 846
Bourgogne-Franche-Comté	3 809	3 798	3 821	3 770	3 045	3 920	3 574
Bretagne	3 413	3 437	3 447	3 590	3 269	3 654	3 147
Centre-Val de Loire	2 971	3 103	2 914	3 013	2 572	3 789	3 091
Corse	503	528	481	409	408	459	491
Grand Est	7 340	6 951	6 694	7 154	6 237	7 561	6 544
Guadeloupe	457	500	549	556	596	675	712
Guyane	373	358	391	547	589	500	469
Hauts-de-France	8 732	8 730	8 298	8 308	7 110	9 118	8 287
Île-de-France	12 766	12 158	12 738	12 712	11 416	14 377	12 954
La Réunion	1 228	1 240	1 234	1 248	1 014	1 305	1 419
Martinique	411	458	544	632	389	520	475
Mayotte	134	145	117	194	136	213	237
Normandie	4 408	4 381	4 632	4 280	3 760	4 260	4 054
Nouvelle-Aquitaine	7 348	6 837	6 898	7 131	6 388	7 897	7 217
Occitanie	7 768	6 889	7 090	7 214	6 422	8 323	7 897
Pays de la Loire	3 823	3 781	3 580	3 555	3 446	4 135	3 685
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 163	5 923	5 901	6 643	6 112	7 090	6 591
<b>France entière</b>	<b>80 762</b>	<b>78 134</b>	<b>77 994</b>	<b>79 826</b>	<b>70 662</b>	<b>87 447</b>	<b>79 690</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

**Tableau 15 : Nouveaux condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile**

	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	8 718	8 472	8 149	8 384	7 222	9 021	8 343
Bourgogne-Franche-Comté	3 623	3 615	3 656	3 547	2 823	3 692	3 282
Bretagne	3 344	3 333	3 357	3 518	3 170	3 561	3 063
Centre-Val de Loire	2 902	3 041	2 831	2 939	2 496	3 691	2 931
Corse	478	491	447	374	370	428	450
Grand Est	7 039	6 638	6 319	6 711	5 655	6 832	5 748
Guadeloupe	438	488	532	546	581	656	696
Guyane	356	348	369	524	551	480	452
Hauts-de-France	8 565	8 537	8 125	8 145	6 934	8 918	8 052
Île-de-France	12 158	11 450	12 033	11 993	10 726	13 473	11 964
La Réunion	1 209	1 217	1 201	1 222	989	1 287	1 380
Martinique	392	430	521	606	358	495	463
Mayotte	112	130	106	181	127	200	217
Normandie	4 261	4 212	4 461	4 117	3 607	4 106	3 895
Nouvelle-Aquitaine	7 124	6 598	6 662	6 898	6 150	7 647	6 952
Occitanie	7 482	6 596	6 734	6 858	6 108	7 858	7 474
Pays de la Loire	3 684	3 628	3 436	3 407	3 320	3 994	3 572
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 934	5 694	5 607	6 354	5 827	6 777	6 299
<b>France entière</b>	<b>77 819</b>	<b>74 918</b>	<b>74 546</b>	<b>76 324</b>	<b>67 014</b>	<b>83 116</b>	<b>75 233</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois

Les **condamnés** désignent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle.

# Durée de suivi des mesures

Au 31 décembre 2022



**Tableau 16 : Durée de suivi des mesures**

		2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)
<b>Durée médiane (en mois)</b>	Mesures présentencielles	8,2	7,5	8,7	8,6	8,2	7,2	7,3
	Mesures post-sentencielles	18,5	18,8	19,3	19,5	20,0	20,0	18,7
	Mesures de sûreté suite à une condamnation	47,1	50,9	47,5	47,7	50,9	48,9	47,1
	<b>Ensemble</b>	<b>18,5</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>19,9</b>	<b>19,8</b>	<b>18,5</b>
<b>Durée moyenne (en mois)</b>	Mesures présentencielles	15,4	14,9	15,8	15,6	14,7	15,0	14,6
	Mesures post-sentencielles	20,1	20,3	20,5	20,6	20,7	20,2	19,6
	Mesures de sûreté suite à une condamnation	47,6	50,6	48,6	49,9	53,0	52,4	49,8
	<b>Ensemble</b>	<b>20,4</b>	<b>20,5</b>	<b>20,8</b>	<b>20,9</b>	<b>21,1</b>	<b>20,5</b>	<b>19,9</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

Les **mesures présentencielles** : le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (SPRM), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction.

Les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

**Tableau 17 : Durée de suivi, par mesure**

	Durée médiane (en mois)	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)
<b>Mesures présentencielles</b>	ARSE/ARSEM	6,1	6,1	6,2	6,3	6,2	6,1	6,3
	Contrôle judiciaire	9,6	8,6	9,7	9,5	8,9	7,6	7,6
<b>Mesures post-sentencielles</b>	Ajournement	6,0	6,6	6,3	6,7	7,9	5,8	7,7
	Contrainte pénale	12,0	19,8	23,2	23,9	24,3	31,2	37,0
	DDSE	so	so	so	so	3,0	4,3	4,6
	Interdiction de séjour	22,4	17,0	17,0	17,8	16,5	19,3	19,6
	Libération conditionnelle (AP)	7,8	8,1	7,4	7,2	5,9	7,5	6,9
	LSC sous libération conditionnelle	2,1	2,7	2,2	1,6	2,3	2,3	2,3
	SME	23,2	23,2	23,3	23,3	23,5	23,7	28,2
	Sursis probatoire	so	so	so	so	1,5	7,5	18,5
	Suspension (raison médicale)	15,6	15,5	11,6	11,5	12,6	9,2	14,5
	Stage	10,6	8,8	7,9	7,7	7,0	7,2	10,9
	Sursis TIG	17,0	17,4	17,5	17,7	18,0	18,4	30,0
	TIG	12,1	12,9	13,1	13,1	15,0	12,2	13,6
	Obligation de TIG	9,5	9,5	10,4	12,2	2,2	6,5	14,3
	PSEM	20,4	23,7	23,9	23,8	23,5	13,2	26,2
	<b>Mesures de sûreté suite à une condamnation</b>	Surveillance judiciaire	34,2	29,9	30,2	26,7	28,7	35,2
	Suivi socio-judiciaire	52,6	56,3	51,1	51,9	54,4	52,2	48,5

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

so : sans objet

Les **mesures présentencielles** : le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en aménagement de peine (Libération conditionnelle( AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous Libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'un TIG (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, ainsi que l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

Les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

**Tableau 18 : Durée de suivi, par région administrative**

Durée médiane (en mois)	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	19,0	19,1	20,4	20,7	21,2	21,1	19,6
Bourgogne-Franche-Comté	21,1	21,2	22,1	21,6	21,7	21,4	19,4
Bretagne	18,3	19,2	20,1	20,3	21,6	22,7	21,9
Centre-Val de Loire	18,3	19,1	19,1	20,3	21,1	20,8	18,2
Corse	18,1	18,2	17,9	18,0	19,4	18,3	18,2
Grand Est	20,0	19,7	20,5	20,5	20,5	20,3	18,7
Guadeloupe	18,7	18,3	16,3	17,6	18,6	18,4	17,4
Guyane	16,2	12,6	16,3	15,0	9,9	15,8	11,2
Hauts-de-France	18,9	19,1	19,1	19,2	20,0	19,3	18,3
Île-de-France	17,6	17,8	18,3	18,5	18,6	18,7	18,1
La Réunion	17,9	18,6	19,1	19,7	20,6	20,7	19,3
Martinique	18,0	18,7	18,3	17,2	17,8	19,9	17,7
Mayotte	18,0	18,6	15,2	18,3	15,3	17,9	10,2
Normandie	18,4	18,6	18,6	19,3	20,9	20,4	19,3
Nouvelle-Aquitaine	18,2	18,5	18,8	18,8	19,7	19,1	18,2
Occitanie	17,9	18,2	18,6	18,6	19,8	19,2	17,9
Pays de la Loire	20,0	20,9	21,2	21,0	21,5	21,6	20,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,9	18,6	18,9	19,4	18,3	18,8	18,1
<b>France entière</b>	<b>18,5</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>19,9</b>	<b>19,8</b>	<b>18,5</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

**Tableau 19 : Durée de suivi, par type d'infraction principale**

		2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (sd)
<b>Durée médiane (en mois)</b>	Atteinte à la personne humaine	20,2	21,4	21,8	21,8	22,0	20,8	19,8
	Atteinte aux biens	17,9	18,0	18,2	18,4	18,7	17,9	17,1
	Circulation et transport	18,2	18,5	19,0	19,2	20,2	19,7	18,0
	Atteinte à l'autorité de l'État	16,3	16,9	17,3	17,2	17,8	17,0	15,6
	Infraction à la santé publique	18,6	19,2	19,4	20,0	19,9	18,6	17,8
	Atteinte économique, financière et sociale	17,9	18,1	18,5	18,7	19,3	18,0	16,9
	Atteinte à l'environnement	17,1	16,2	18,3	17,3	17,4	17,9	15,7
	Non renseigné	19,0	13,1	12,9	12,0	9,3	23,7	22,8
	<b>Ensemble</b>	<b>18,5</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>19,9</b>	<b>19,8</b>	<b>18,5</b>
<b>Durée moyenne (en mois)</b>	Atteinte à la personne humaine	21,5	22,4	22,6	22,5	22,7	21,3	20,8
	Atteinte aux biens	20,6	20,6	21,0	21,2	21,6	20,2	19,5
	Circulation et transport	19,4	19,3	19,8	19,8	20,1	19,1	18,2
	Atteinte à l'autorité de l'État	17,3	17,2	17,9	17,5	18,5	17,1	16,5
	Infraction à la santé publique	20,1	20,4	20,3	20,9	20,5	19,5	19,0
	Atteinte économique, financière et sociale	19,7	19,4	19,5	19,5	20,5	19,0	17,4
	Atteinte à l'environnement	18,9	15,4	18,2	18,8	16,9	17,3	16,2
	Non renseigné	20,3	18,6	17,8	17,6	15,9	23,3	22,8
	<b>Ensemble</b>	<b>20,4</b>	<b>20,5</b>	<b>20,8</b>	<b>20,9</b>	<b>21,1</b>	<b>20,5</b>	<b>19,9</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SEM / SDSE / fichier statistique APPI

# Source

Depuis juillet 2019, les statistiques trimestrielles de milieu ouvert (STMO) sont produites par la sous-direction de la statistique et des études (SDSE), service statistique ministériel de la justice. Elles ont été rétropolées à partir de 2016 pour proposer un historique des chiffres. Elles étaient produites jusqu'en avril 2019 par le bureau des statistiques et des études (Me5) de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

À partir de juillet 2020, une version annuelle, les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO), est proposée avec des dimensions supplémentaires (durée, contentieux).

Les STMO/SAMO résultent de l'exploitation du fichier statistique APPI, construit à partir des données de l'applicatif de gestion du même nom. APPI est une application de gestion du suivi de l'exécution et de l'application des peines, qu'elles soient en milieu ouvert ou fermé. Elle n'a pas été développée à des fins statistiques. Les données y sont saisies parfois avec retard, ou peuvent être manquantes. Certaines fins de prise en charge des personnes ne sont pas saisies parce que cela n'a pas d'impact opérationnel.

Au vu des données d'APPI, une même personne peut être suivie au même moment pour des mesures et des procédures en réalité incompatibles, comme une mesure de détention et une mesure d'aménagement de peine ou de milieu ouvert.

Pour éviter de comptabiliser plusieurs fois une même personne, un ensemble de règles de gestion des données a été mis en place à partir de janvier 2016 par le bureau de la donnée de la DAP. Ces traitements, repris pour la plupart, sont déterminés par la compréhension du suivi de l'exécution des peines dans les services. Elles sont précisées ci-dessous.

Les différentes modalités d'exécution d'une peine sous écrou, c'est-à-dire en milieu fermé, sont la détention, les mesures de placement et de détention sous surveillance électronique (PSE et DDSE), de semi-liberté (SL), ou de placement à l'extérieur (PE). Elles sont aussi renseignées dans APPI. Afin d'éviter le double compte des personnes, elles ne sont pas comptabilisées dans les présentes statistiques de milieu ouvert puisqu'elles sont déjà recensées dans les statistiques de milieu fermé produites par la SDSE.

# Règles de gestion

Les règles de gestion reposent sur le critère suivant : lorsqu'une mesure est créée dans APPI, elle prend le pas sur celles qui existaient jusqu'alors. Selon que la nouvelle mesure est compatible avec la ou les mesures passées toujours en vigueur, la comptabilisation des mesures antérieures continue, s'arrête, ou bien est suspendue le temps de l'exécution de la nouvelle.

## Règles de clôture des mesures de milieu ouvert

Une personne ne peut pas être en train d'exécuter deux mesures de libération conditionnelle différentes au même moment. Si une nouvelle prise en charge pour une mesure de libération conditionnelle apparaît, la comptabilisation de l'ancienne mesure est arrêtée, au profit de la nouvelle.

De même, une personne en libération conditionnelle ou en suivi socio-judiciaire ne peut pas être soumise à une surveillance judiciaire. L'apparition d'une nouvelle mesure de surveillance judiciaire met donc un terme à la comptabilisation d'anciennes mesures de libération conditionnelle ou de suivi socio-judiciaire, et réciproquement.

Inversement, une personne peut être suivie pour deux mesures de SME différentes, ou être suivie dans le cadre d'un SME et d'une libération conditionnelle, ainsi l'apparition de l'une n'arrête pas la comptabilisation de l'autre.

## Règles de compatibilité entre mesures de milieu ouvert et mesures de milieu fermé

Les mesures de milieu fermé, dites aussi mesures d'écrou, sont hors du champ des statistiques trimestrielles de milieu ouvert, mais elles sont présentes dans APPI. Il est tenu compte de leur existence dans le cadre des STMO afin de suspendre l'exécution de mesures de milieu ouvert.

Les sursis avec mise à l'épreuve (SME), sursis assorti d'un TIG (STIG), libération conditionnelle (LC), contrainte pénale, TIG et travaux non rémunérés, interdiction de séjour, stages ainsi que les mesures de sûreté, sont suspendues par les nouvelles prises en charge de détention. Les SME, STIG et LC sont aussi suspendues par des mesures d'aménagement de peine sous écrou. La comptabilisation des mesures de milieu ouvert suspendues reprendra à la fin de la mesure d'écrou.

Le TIG, les stages de citoyenneté, le contrôle judiciaire, l'interdiction de séjour, les assignations à résidence sous surveillance électronique mobile ou non et le suivi socio-judiciaire peuvent être pris en charge en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine sous écrou, dans le cadre d'une autre affaire. Néanmoins, comme les personnes exécutant ces mesures sont déjà comptabilisées dans les statistiques mensuelles de milieu fermé produites par la DAP, elles ne sont pas comptées dans les statistiques trimestrielles de milieu ouvert, ni en termes de personnes, ni en termes de mesures.

## Durée maximale

On définit une durée maximale pour chaque type de mesure et on considère comme terminée une mesure dont la durée constatée est supérieure à cette durée maximale. Cela permet d'éviter que des personnes ne soient considérées comme suivies en milieu ouvert de façon permanente alors que la fin de la mesure dont ils font l'objet n'a simplement pas été renseignée dans APPI.

## Règle de priorisation des catégories pénales

Afin d'éviter les doubles comptes des personnes, on priorise le comptage des mesures dans les cas où une même personne serait suivie dans plusieurs catégories pénales.

Par convention statistique, on priorise dans l'ordre : les condamnations pour des mesures post-sentencielles ; le suivi pour une mesure présentencielle ; et les mesures de sûreté suite à une condamnation.